



PROJET TZCBB SYNTHÈSE DU BILAN DE LA 1^{ÈRE} ANNÉE DE TRAVAUX COLLECTIFS (2019)

DÉCEMBRE 2019

PROJET ÉMERGENT
BOCAGE BOURBONNAIS

Suivez notre actualité  @TZCBB



TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE



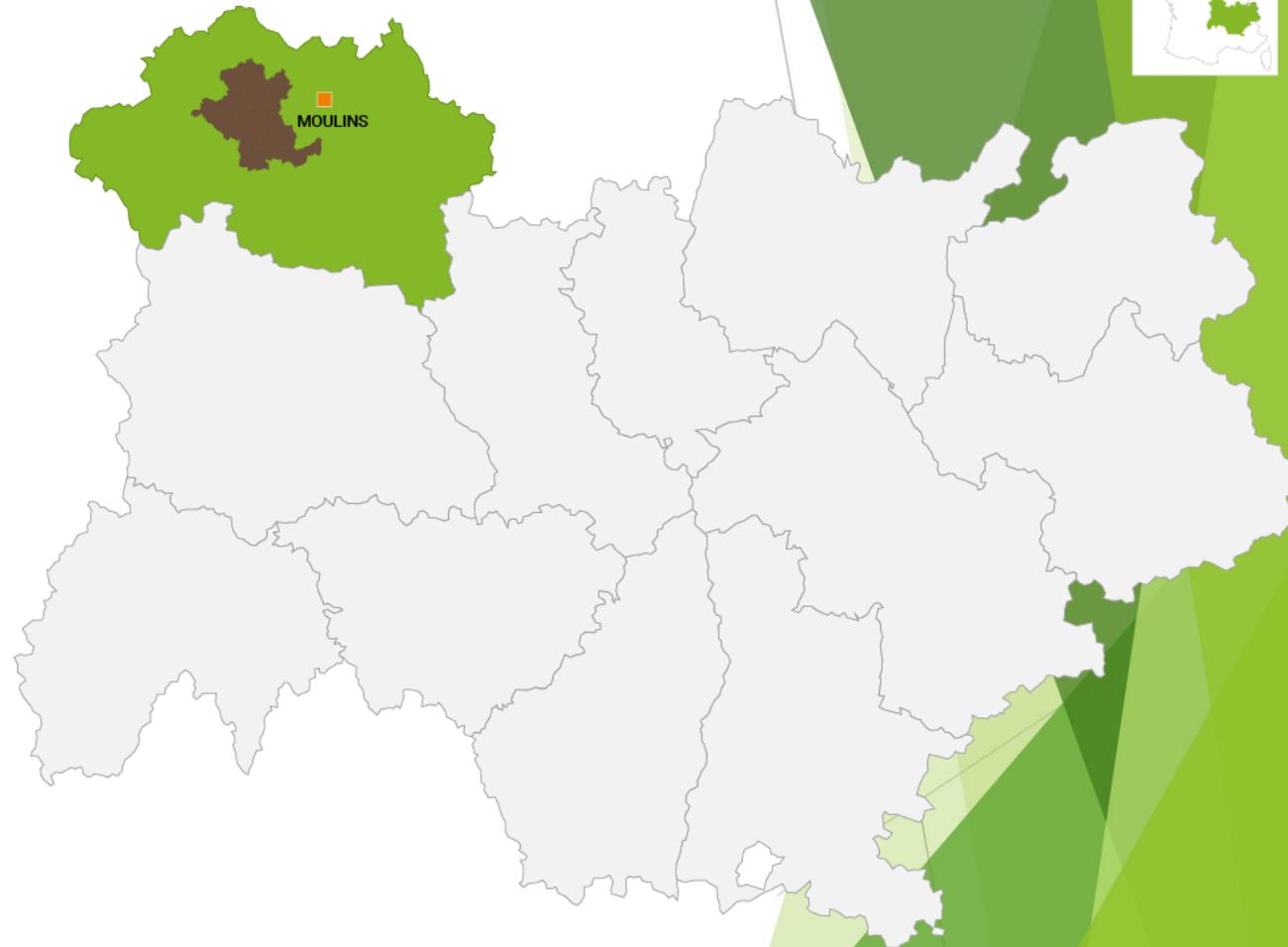
BOCAGE BOURBONNAIS
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES



Coopérateur : Bocage Bourbonnais - Financement : Région Auvergne-Rhône-Alpes - Partenaires : Bocage Bourbonnais - 114 385

LE TERRITOIRE

- EPCI de 25 communes dans l'Allier, au nord-ouest de la région Auvergne Rhône Alpes.
- 2 bourg-centres : Bourbon l'Archambault et le binôme Le Montet / Tronget
- 14 000 habitants (141 habitants pour Meillers à 2 550 habitants pour Bourbon l'Archambault)
- 551 Chômeurs de Longue Durée (Pôle Emploi, décembre 2018)
- 326 Bénéficiaires du RSA, dont 159 non inscrits à Pôle Emploi (CD03, mars 2019)
- Taux de chômage de 13% en 2014.
- Part des actifs en emploi à temps partiel 17,6% en 2014.
- Part des actifs en contrat précaire 10,5% en 2014.
- Indice de concentration de l'emploi de 75 (INSEE, 2014)



HISTORIQUE DU PROJET

Octobre 2018 : délibération du conseil communautaire en faveur de la préparation de la candidature, la création d'un poste de chargé de mission et l'adhésion à l'association TZCLD.

Janvier 2019 : embauche d'une chargée de mission.

Février 2019 : début des travaux avec les partenaires institutionnels et les acteurs locaux de la solidarité et de l'insertion.

Mars 2019 : premiers contacts avec des personnes privées d'emploi (PPDE) et des acteurs locaux + questionnaire auprès des équipes municipales afin d'identifier des leviers d'action autour du projet.

Avril 2019 : décision de créer des groupes de travail territoriaux afin de favoriser la mobilisation des acteurs locaux et d'ouvrir la discussion sur la localisation des unités d'activité de l'EBE.

Juin 2019: première réunion de préfiguration du Comité Local pour l'Emploi (CLE).

Juillet 2019: don d'ordinateurs par un particulier, mis à disposition d'un local de la CCBB pour le projet.

Septembre 2019: 2^{ème} réunion de préfiguration du CLE.

Octobre – novembre 2019: questionnaire sur les besoins des acteurs économiques du territoire afin d'identifier les activités (90 réponses des acteurs économiques).

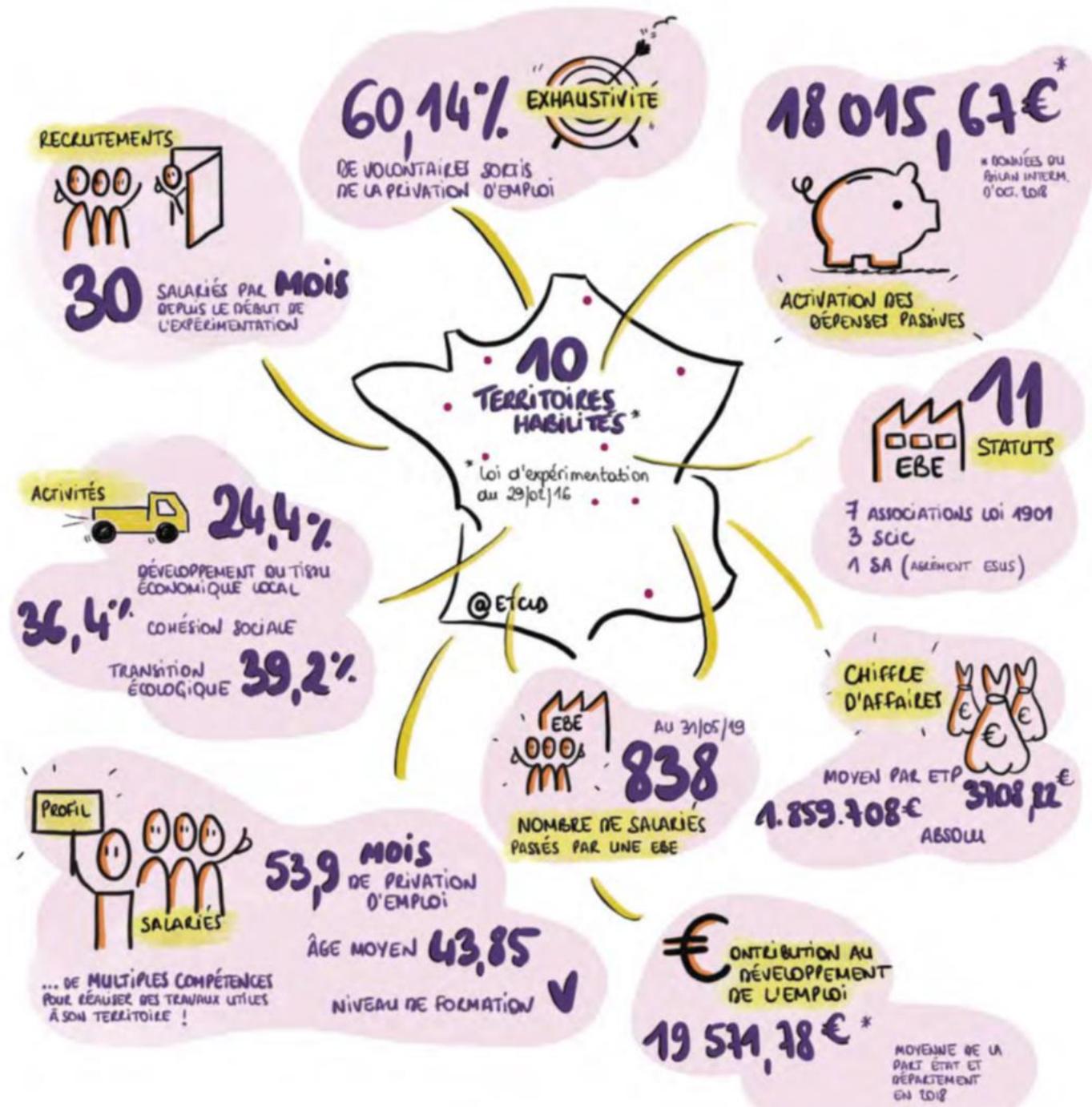


L'EXPERIMENTATION AU NIVEAU NATIONAL



L'EXPERIMENTATION

- Loi de 2016 votée à l'unanimité;
- 10 territoires;
- 13 Entreprises à But d'Emploi de droit privé;
- 838 salariés embauchés, dont 770 personnes privées d'emploi (PPDE);
- Une privation d'emploi de 53,9 mois en moyenne;
- Âge moyen de 44 ans;
- 21% des salariés des EBE sont en situation de handicap (moyenne nationale; 43% à Pipriac; 36% à Mauléon);
- 10 Comités Locaux pour l'Emploi qui réunissent les acteurs locaux pour piloter l'expérimentation: identification et accompagnement des PPDE, identification des pistes d'activités, veille à la non-concurrence des activités, ...



- La loi d'expérimentation de 2016 prévoyait un rapport d'évaluation par un comité scientifique un an avant la fin de l'expérimentation (2021).
- Le ministère du travail a commandité un rapport intermédiaire au comité scientifique et à l'IGAS-IGF. Les rapports ont été rendus le 25 novembre 2019.
- Un troisième rapport a été réalisé par le Fonds d'expérimentation et l'association TZCLD.

Principales conclusions des trois rapports:

- Statistiquement, les économies directes ne sont pas celles prévues par la loi (une partie importante des PPDE embauchés n'était pas bénéficiaires des minima sociaux).
- La population concernée ne correspond pas aux chômeurs de longue durée de catégorie A, 46% des salariés des EBE travaillaient avant leur embauche.
- L'accompagnement des salariés est insuffisant.
- Les rapport d'évaluation ne prennent pas en compte les retombées locales de l'expérimentation en termes d'économie locale et des dynamiques sociales.
- Deux territoires sont parvenus à l'exhaustivité.
- La continuation de l'expérimentation est recommandée.
- La triple conviction de départ est vérifiée.

Suite aux rapports:

- La Ministre du travail a annoncé qu'il y aura une deuxième loi.
- Un groupe de travail réunit le Ministère du travail, IGAS-IGF, le comité scientifique, l'association TZCLD et le fonds d'expérimentation pour la rédaction du 2^{ème} projet de loi.
- La Ministre du Travail fera une annonce en janvier.

→ Les rapports sont accessibles sur le site du Ministère du travail : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/autres-publications/article/experimentation-territoires-zero-chomeur-de-longue-duree>

PAROLE DES PPDE

PERSONNES PRIVEES
DURABLEMENT D'EMPLOI

- Rencontrer les autres, rompre l'isolement.
- Être force de proposition.
- Porter un projet collectif qui aboutira dans la création d'emplois.

« j'ai rencontré des personnes qui avaient le même but que moi : sortir de la spirale du chômage et vivre de mon travail et non des aides... »



PAROLE DES BENEVOLES

- Participer au développement local.
- Mettre son expérience, ses compétences, au service des autres.
- Faire des belles rencontres.
- Se faire du bien, en faisant du bien.



PAROLE D'UN ACTEUR ECONOMIQUE

- Envisager des nouvelles opportunités de développement pour mon entreprise: l'EBE peut répondre à mes besoins, elle pourrait aussi être un client.
- Trouver des solutions à mes besoins en main-d'œuvre.
- Rencontrer les autres entreprises du territoire, renforcer mon réseau.





L'AVANCEMENT DU PROJET TZCBB

Bilan de la mobilisation locale
Identification des activités et des besoins



- **5 réunions d'information**, pour un total de **133 participants**.
- **8 permanences** lors des brocantes, marchés et événements des partenaires.
- **3 événements** dans le cadre des mobilisations nationales: appel pour la 2^{ème} loi, avant première du film Nouvelle Cordée, Grève du chômage.
- **8 ateliers d'initiation** à destination des PPDE: compréhension du projet, mise en commun des compétences, identification des groupes de travail auxquels ils souhaitent participer, etc., pour un total de **67 participants**.
- **2 émissions sur la RQQG par mois** depuis septembre pour informer la population sur le projet.
- Une couverture médiatique du projet.



L'IMPLICATION DES PERSONNES PRIVEES DURABLEMENT D'EMPLOI

88 PPDE

- 62 PPDE ont pris connaissance du projet.
- 23 ont participé à un atelier d'initiation et doivent se porter volontaires pour rejoindre les groupes de travail.
- 26 se sont engagées de manière active.
- 5 personnes ont trouvé un emploi après s'être impliquées dans le projet.
- 19 personnes ont bénéficié d'une aide à la mobilité du Secours Catholique pour faciliter leur participation au projet.
- 12 suivent une formation depuis le 18 novembre, leur permettant de s'outiller pour la création d'entreprise.
- 26 PPDE identifiées et devant être contactées.

Groupe 1 14 PPDE	
4	À contacter
0	1 ^{ère} information
4	Initiation
4	Implication active
3	dont en formation
2	A trouvé un emploi

Groupe 3 8 PPDE	
1	À contacter
3	1 ^{ère} information
3	Initiation
1	Implication active
0	dont en formation
0	A trouvé un emploi

Groupe 5 16 PPDE	
4	À contacter
0	1 ^{ère} information
2	Initiation
9	Implication active
2	dont en formation
1	A trouvé un emploi

Groupe 2 18 PPDE	
6	À contacter
1	1 ^{ère} information
3	Initiation
7	Implication active
3	dont en formation
1	A trouvé un emploi

Groupe 3 9 PPDE	
5	À contacter
0	1 ^{ère} information
1	Initiation
1	Implication active
1	dont en formation
1	A trouvé un emploi

Groupe 6 23 PPDE	
6	À contacter
4	1 ^{ère} information
10	Initiation
3	Implication active
2	dont en formation
0	A trouvé un emploi



- Mobilisation des **partenaires institutionnels**, afin de construire des synergies avec les acteurs de l'emploi locaux: Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, services départementaux et régionaux (**7 réunions**);
- Mobilisation des **acteurs locaux de la solidarité et de l'insertion** (Centres sociaux, associations caritatives, CCAS, SIAE) (**3 réunions et participation active aux groupes de travail territoriaux**);
- **Mobilisation des élus locaux** par la réponse au **questionnaire** distribué début 2019 (20 réponses, **16 communes**), la participation active aux événements et groupes de travail. **19 élus actifs** dans le projet. **25 élus ont rejoint le Comité de soutien des élus locaux** au niveau national.
- **Mobilisation des acteurs économiques locaux** par la réponse au **questionnaire** distribué en novembre 2019 (**95 réponses**), l'organisation de 2 réunions avec des secteurs économiques, la participation de représentants aux rencontres du Comité Local pour l'Emploi.
- La création de **groupes de travail territoriaux**, qui mobilisent **autour du projet les élus municipaux, les habitants, les acteurs économiques et associatifs**.

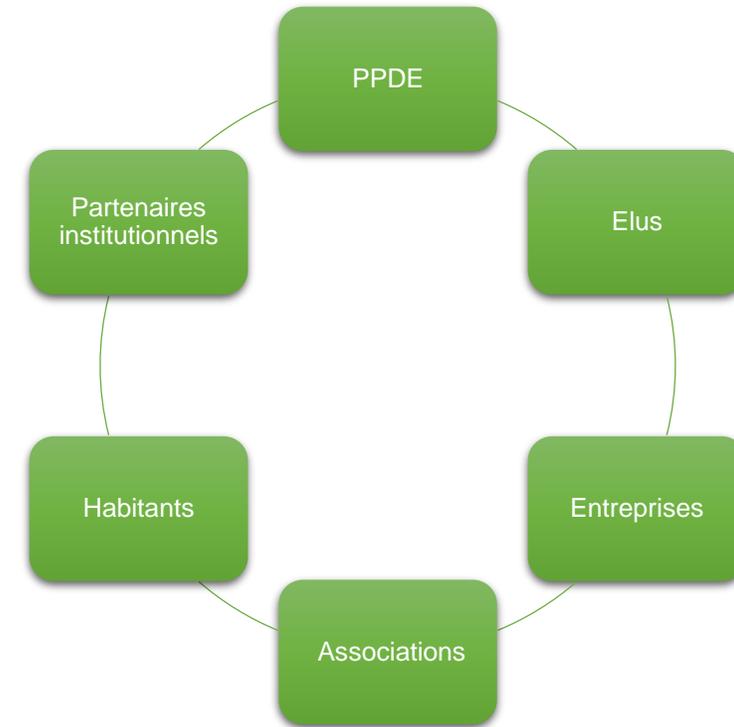
Le Comité Local pour l'Emploi est envisagé comme un organe à part entière du développement socio-économique local, au-delà de l'expérimentation TZCLD.

Objectifs:

- Mettre en relation l'ensemble des acteurs économiques du territoire afin de recenser leurs besoins (en personnel, services, approvisionnement, développement ...), d'établir des synergies susceptibles de soutenir leurs activités, voire d'en créer de nouvelles.
- Construire le consensus territorial autour de la lutte contre le chômage de longue durée et à mettre en place les moyens nécessaires pour proposer un emploi à toute personne volontaire.
- Porter la candidature à la deuxième phase de l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée.

Axes prioritaires:

- La rencontre de l'offre et de la demande d'emploi ;
- L'identification d'activités susceptibles de créer de l'emploi ;
- Trouver des solutions pour assurer les conditions pour un retour à l'emploi.



3 rencontres de préfiguration: qui ont permis de réunir des PPDE, des élus, des bénévoles, des associations, des entrepreneurs, des partenaires institutionnels.

- **20 juin à Châtillon, 27 participants:** dialogue sur les objectifs et le fonctionnement du CLE.
- **18 septembre à Bourbon-l'Archambault, 67 participants:** définition des axes prioritaires du CLE:
- **12 décembre à l'Espace Bocage, 37 participants:** restitution des réponses au questionnaire sur les besoins des acteurs économiques locaux.

Les **actions envisagées**, en complément de la préparation de la candidature à l'expérimentation :

- **L'organisation d'une « journée portes ouvertes » des TPE du territoire** (juin 2020). Comme pour la journée du 22 juin 2019, pendant laquelle 178 personnes ont déposé leur CV, l'objectif est de permettre aux personnes à la recherche d'emploi, et à l'ensemble de la population, de connaître les TPE et les métiers qu'elles exercent.
- **Création de la « Bourse de l'emploi »**, un outil qui permettrait de recenser les compétences et les besoins locaux. Les travaux sur ce projet démarreront début 2020.
- **L'organisation d'un « job-dating » pour les emplois saisonniers** (fin 2020 – début 2021).



- Les compétences des PPDE ont permis d'identifier des activités pouvant être développées au sein de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE).
- Les réponses aux questionnaires à destinations des élus (avril 2019) et des acteurs économiques (novembre 2019) ont permis d'identifier des besoins auxquels l'EBE pourrait répondre.
- Des groupes de travail réunissant des PPDE, des bénévoles et des personnes ressource avancent dans la préfiguration des activités..

L'IDENTIFICATION DES ACTIVITES

Services aux entreprises

- Développement des circuits courts
- Transport de marchandises
- Services de soutien administratif pour les entreprises
- Valorisation d'inventus et de sous-produits
- Service d'emplois mutualisés
- Conciergerie d'entreprise

Artisanat

- Fabrication d'objets à partir de matières récupérées (bois, carton, tissus, ...)

Recyclerie

- Réparation de meubles
- Réparation électroménager

Informatique

- Reconditionnement d'appareils informatiques (collecte des déchets électroniques et informatiques), vente à tarifs sociaux
- Réparation d'outils informatiques
- Formation, accompagnement

Animation sportive et socio-culturelle

- Développement d'une offre d'activités sportives et socio-culturels à destination de divers publics
- Création d'un lieu de vie dans les villages (Cafe InSitu - 1000 cafés)

Sensibilisation environnementale et nature

Services environnementaux

- Espaces verts (zéro phyto, ...)
- Pépinière de plants locaux
- Valorisation de déchets verts
- Ouverture de chemins de randonnée et communaux

Services aux habitants

- Transport de personnes
- Petit bricolage
- Aide aux gestes quotidiens

PROPOSITION

- **Création d'un lieu de vie dans une commune** où il n'y en a plus (1000 cafés)
- Ce lieu peut aussi être itinérant (différentes communes) ou être envisagé comme un café mobile.

Activités:

- Vente de produits locaux;
- Restauration;
- Services villageois (internet, organisation de modes de transport, soutien scolaire, ...);
- Organisation d'événements culturels, sportifs et éducatifs;
- Développement du partage de matériel, de connaissances, de savoir-faire.

BESOINS

- Locaux (permanents / temporaires) : identification des communes souhaitant accueillir un lieu de vie.
- Véhicule pour le café mobile.
- Equipements et matériel de restauration (réfrigérateur, machine à café, vaisselle, etc.)
- Mobilier.

PROPOSITION

Du support à la récupération de déchets informatiques

- Récupération de parc informatique auprès d'entreprises ; en vue de réinstallation et reconfiguration dans le but d'une revente à tarif social.
- Création ou aide à la création de sites web et réseaux sociaux ; gestion de sites web et réseaux sociaux (en lien avec l'équipe de services administratifs).
- Initiation et/ou perfectionnement sur l'outil informatique, à l'univers internet, à la dématérialisation des services administratifs, à la prise en main de logiciels.

BESOINS

- Local de stockage et atelier de travail avec connexion internet et téléphonie.
- Mobilier adapté: bureaux, chaises,
- Véhicule (mutualisé avec les autres activités).
- Partenariats avec :
 - les prescripteurs sociaux pour la vente du matériel à tarif social;
 - Les structures voulant se débarrasser de leur matériel informatique.

PROPOSITION

Aide administrative pour les TPE, associations et particuliers :

- Démarches administratives,
- Facturation, gestion des commandes
- Mise en place et gestion de sites Web, Recherche de financement, secrétariat,
- Rédaction des contrats, compte-rendu CA,
- Gestion de base de données,
- Publipostage, mise sous pli,
- Communication, dossier de presse,
- Courriers d'information, rédactions
- Aide au montage de dossiers de subventions publiques.

BESOINS

- Local avec connexion internet et téléphonie.
- Mobilier adapté: bureaux, chaises,
- Equipement informatique: ordinateurs, imprimantes, scanners.
- Véhicule ou défraiement des frais déplacements.
- Formation sur :
 - Les réponses à appel d'offre.
 - Perfectionnement sur les outils de communication.

PROPOSITION

- Transport de marchandises (produits locaux, port de colis, port de matériel événementiel, ...): soutien au développement des circuits courts.
- Transport de personnes (taxi social, soutien aux événements locaux, complément de l'offre de transport locale).

BESOINS

- Véhicules adaptés: transport de personnes (PMR),
- Agréments,
- Logiciel de logistique.

PROPOSITION

- Récupérer les objets non désirés par les particuliers, entreprises ou institutions
- Les rénover, les transformer, les remettre en circuit ou de les rediriger vers des associations aptes à les recycler.

Pistes complémentaires en étude:

- Valorisation de sous-produits de certaines entreprises locales;
- Valorisation de certains déchets des activités économiques locales (cartons, bois, déchets verts).

BESOINS

- Véhicules (mutualisés avec les espaces verts);
- Locaux de stockage et local de vente;
- De l'outillage pour les différents pôles de remise en état;
- Une balance industrielle pour peser le nombre déchets revendus.

PROPOSITION

- Gestion zéro phyto;
- Pépinière de plants de haies bocagères ;
- Aide à l'entretien des haies bocagères;
- Elevage d'auxiliaires.

BESOINS

- Véhicule (mutualisé avec la recyclerie) ;
- EPI: équipement de protection individuelle;
- Terrain teste pour le développement de la pépinière et espace de teste pour les techniques de gestion zéro phyto;
- Transfert de connaissances de la part de personnes ressource ;
- Coopération avec les prestataires de services d'espaces verts pour préfigurer une activité complémentaire à leur offre.



LES PERSPECTIVES POUR 2020

